

acceptation de la Résolution 242, vivent dans un climat d'intense frustration. Des milliers de nouveaux migrants sont forcés de revenir du Golfe. Il se pose aussi des questions plus larges : la démocratie et la prise des décisions au Moyen-Orient; les querelles entre les familles et les régimes qui veulent tous diriger le monde arabe; d'énormes écarts de revenus entre la richesse opulente et la pauvreté la plus abjecte; l'accès à des armes chimiques, des armes biologiques et presque certainement à des armes nucléaires; et le flot constant d'armes conventionnelles. Et au milieu de tout cela - dans une région qui n'a pas les solides institutions d'un gouvernement moderne -, il existe le lien commun de la noble religion de l'Islam dont la radicalisation pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'ensemble du monde. Le président Gorbatchev en est conscient, tout comme le roi Hussein. Les présidents Ozal et Moubarak le savent eux aussi. Et le premier ministre Shamir comprend bien sûr la menace posée par l'extrémisme islamique.

Nous ne pouvons nier que l'agression commise par l'Iraq compromet la sécurité d'accès au plus essentiel des produits de base. Mais ne nous y trompons pas quant à l'importance du principe que nous entendons défendre : le principe de l'ordre international qui s'appuie sur le respect du droit international et le recours efficace aux Nations Unies.

Les Canadiens ont toujours participé activement aux mesures pratiques qui ont valu à l'ONU le respect dont elle jouit. Nous avons aidé à élaborer la Charte. Le professeur John Humphrey, de l'université McGill, a été le principal auteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Lester Pearson s'est employé à promouvoir le concept du maintien de la paix, malgré les critiques de ses détracteurs canadiens qui y voyaient un rôle inopportun pour l'ONU. En outre, 83 000 Canadiens ont porté jusqu'ici le béret bleu, avec fierté et efficacité, pour assurer le maintien de la paix.

Nous entrons maintenant dans une nouvelle phase de l'évolution des Nations Unies, une phase où les membres du Conseil de sécurité collaborent enfin à l'élaboration de résolutions qui prévoient des compromis suffisants pour que les divers pays du monde puissent agir ensemble pour tenir leur maison en ordre tout en acceptant de se rallier à des résolutions de compromis claires et respectées. L'ONU n'a jamais mieux fonctionné et nous, Canadiens, voulons qu'elle continue à fonctionner, parce que c'est le seul moyen de promouvoir la paix et de prévenir la guerre.